

Bilan de MANDAT 2025-2026

**Stella
Dupont**

Députée

2^e circonscription de Maine-et-Loire





Stella Dupont

*Députée de la
2^e circonscription
de Maine-et-Loire
depuis 2017.*

Au lendemain des élections municipales, la progression de l'extrême droite dans le sud et l'est, illustrée par les résultats à Nice et Perpignan constitue un signal d'alarme majeur. Quatre blocs structurent désormais la vie politique nationale: les deux extrêmes, la gauche et la droite. Cette réalité, présente à l'Assemblée nationale depuis 2022, doit nous amener à repenser en profondeur la manière dont se construisent les majorités d'aujourd'hui et de demain.

Avec mon parti politique En Commun! et le mouvement La Convention autour de Bernard Cazeneuve, j'œuvre depuis des années à bâtir des alliances transpartisanes à l'Assemblée avec les forces républicaines et démocrates en présence. **C'est dans cet esprit de mesure face à la brutalisation du débat public** que, nous aurons à construire une coalition pour faire échec aux extrêmes. Celle-ci se prépare aujourd'hui par notre capacité à construire des compromis solides et sérieux, comme nous l'avons initié lors de l'examen du budget 2026.

Malgré l'instabilité des gouvernements, nous avons réussi à voter des lois importantes. Dans des conditions jusqu'alors inédites, nous avons pu nous mettre d'accord sur les soins palliatifs et l'aide à mourir, la définition pénale du viol, la lutte contre le narcotrafic et les fraudes aux aides publiques et, enfin, sur projet de loi de financement de la sécurité sociale!

« Travaillez ensemble, trouvez des compromis et des solutions pour le pays! ». Voilà ce que vous me dites souvent sur le terrain. **À votre écoute**, je m'emploie donc à agir ainsi, **comme médiatrice**, avec de solides valeurs, ancrées à gauche depuis toujours, mais sans œillère. Au service de l'intérêt général de l'Anjou et de la France.

Stella DUPONT
Le 23 mars 2026

Ma suppléante



Valérie LIOTON
Les Ponts-de-Cé
06 52 57 36 35
liotonvalerie@gmail.com

Mon équipe



Aline GARNIER TAVEAU
Circonscription
06 80 56 08 75
aline.taveau.sd@clb-an.fr



Capucine OTTINO
Circonscription
06 82 69 64 32
capucine.ottino@clb-an.fr



Mathéo PARIS
Assemblée nationale
06 47 84 74 91
matheo.paris@clb-an.fr

*Cette brochure est disponible dans les mairies de la circonscription, ainsi qu'à la permanence de Stella Dupont à Chalonnes-sur-Loire, par envoi postal sur demande, et sur le site Internet : www.stelladupont.fr
Une diffusion numérique a été effectuée en avril 2026.*

Mes responsabilités

- Membre du parti **En Commun!** et **La Convention** de Bernard Cazeneuve
- Membre de la **Commission des affaires sociales**
- Membre de la **Commission d'enquête relative aux conséquences des accords du Touquet** (migration vers le Royaume-Uni via des traversées par la Manche)



Groupes d'études :

- Vice-Présidente « **Conditions d'accueil des migrants et mineurs non accompagnés** »
- Membre « **Déserts médicaux et accès aux soins** » et « **Santé mentale** »
- Membre « **Villes et banlieues** »
- Membre « **Vigne, vin et œnologie** »
- Membre « **Insertion professionnelle des jeunes** »
- Membre « **Longévité et adaptation de la société au vieillissement** »
- Membre « **Économie sociale et solidaire et responsabilité sociale des entreprises** »

Groupes d'amitié :

- Membre « **France-Allemagne** »
- Membre « **France-Canada** » et « **France-Québec** »
- Secrétaire « **France-Sénégal** »
- Membre « **France-République démocratique du Congo** »
- Membre « **France-Turquie** »

- Membre du conseil d'administration de l'**ANEV (Association nationale des élus de la vigne et du vin)**

Budget 2026: ce que j'ai défendu pour le Maine-et-Loire et l'échelle nationale

Les propositions figurant dans ce tableau correspondent à certaines mesures que j'ai défendues et proposées durant le débat budgétaire. **EN GRAS** figurent celles qui ont été, partiellement ou totalement, adoptées dans la loi de finances pour 2026 ou dans la loi de financement de la sécurité sociale. Dans plusieurs cas, il s'agit d'un maintien des crédits 2025 ou d'une moindre réduction par rapport à ce qui était initialement envisagé par le gouvernement.

Engagements	Problématiques	Ce que j'ai défendu
Une fiscalité plus juste	Sur-optimisation fiscale de certains très hauts patrimoines qui retardent pendant des années le paiement de l'impôt grâce à des montages juridiques complexes.	<ul style="list-style-type: none"> → Durcir les règles pour éviter ces contournements afin de veiller à ce que chacun contribue à hauteur de ses moyens. → Encadrer la détention d'actifs non professionnels via des holdings (yachts, œuvres d'art...) afin de limiter certaines stratégies d'optimisation fiscale.
Protéger les plus fragiles	Des familles et des individus sont à la rue et la précarité alimentaire progresse.	<ul style="list-style-type: none"> → Créer 5 000 places d'hébergement d'urgence, → Augmenter le budget de l'aide alimentaire, → Augmenter le budget de l'action « Mieux manger pour tous » (des produits locaux ont ainsi été distribués à + de 10 000 personnes, dans le Maine-et-Loire en 2024 - 2025).
Accélérer la transition écologique	Réduction annoncée des financements pour les communes et durcissement des aides à la rénovation des logements.	<ul style="list-style-type: none"> → Maintenir le financement de MaPrimeRénov' → Maintenir les financements aux projets locaux (rénovation d'écoles, friches, mobilités...) notamment via le Fonds vert.
Garantir l'accès au logement pour tous	Restrictions prévues sur les aides au logement pour les étudiants étrangers et freins fiscaux aux projets innovants pour les aînés.	<ul style="list-style-type: none"> → Maintien des aides au logement (APL) pour tous en fonction des revenus → Adapter la TVA pour faciliter le développement de l'habitat inclusif, notamment pour le projet porté par l'association AAHMA à Chemillé-en-Anjou
Soutien à l'économie	Baisse des financements pour l'économie sociale et solidaire, et pour les chambres consulaires (CCI, CMA).	<ul style="list-style-type: none"> → Maintenir les aides à l'apprentissage → Préserver les moyens dédiés à l'ESS (associations, coopératives) et aux missions locales → Préserver les moyens alloués à l'insertion. → Préserver les crédits pour les universités
Anticiper le vieillissement	Le nombre de personnes âgées dépendantes va fortement augmenter dès 2030, alors qu'un financement durable n'est pas défini.	<ul style="list-style-type: none"> → Créer une couverture dépendance plus juste et plus efficace, pour réduire le reste à charge des familles et remplacer les contrats actuels peu protecteurs.



... des économies
budgétaires
ciblées »

Renforcer la justice fiscale

En France, près de 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, un niveau inédit depuis 30 ans. Pourtant, les « ultra-riches » paient proportionnellement deux fois moins d'impôts que les très riches, selon l'Institut des politiques publiques. Face à cette injustice, j'ai soutenu une hausse de la contribution des très hauts revenus, la création d'une taxe sur les très gros patrimoines et une imposition renforcée du capital. J'ai aussi déposé un amendement pour limiter l'évitement de l'impôt sur les plus-values lors de la vente de parts de sociétés.

Soucieuse de préserver notre compétitivité, je propose également des économies budgétaires ciblées, comme la réforme de l'organisation de l'État, une meilleure gestion du patrimoine immobilier public, et un réajustement du service national universel, comme le recommande la Cour des comptes.

Territoires

▼
▼ Au 1^{er} janvier 2025,
▼ la France compte
845 communes nouvelles
sur l'ensemble du territoire
métropolitain, rassemblant
2 680 communes et près de
2 876 000 habitants.

amf.asso.fr



*Retrouvez mon intervention en
commission des lois, le 25 février
2026, lors de l'examen de la
proposition de loi sur le fonction-
nement des communes nouvelles*



Communes nouvelles : un engagement pour des territoires unis et dynamiques

En Maine-et-Loire, 38 communes nouvelles ont vu le jour depuis 2010. Ces regroupements visent à renforcer les services publics, mutualiser les ressources et préserver la vitalité de nos territoires ruraux.

J'ai soutenu la proposition de loi sur les communes nouvelles, adoptée tout récemment, qui simplifie la création et le fonctionnement de ces communes. Elle offre plus de souplesse aux élus locaux et sécurise les projets, en permettant notamment des dérogations pour éviter les effets de seuil défavorables.

Chaque commune nouvelle doit pouvoir bénéficier d'un cadre adapté à ses besoins. Ces transformations s'inscrivent dans une dynamique nationale : plus de 800 communes nouvelles en France ! Un mouvement qui montre que l'union fait la force, et que l'avenir de nos territoires se construit ensemble.



Île de Rochefort-sur-Loire, vue de La Haie Longue

Crue de la Loire : Chalennes-sur-Loire le 16/02/2026

Mon engagement contre les reculs écologiques

La transition écologique est un cap clair et assumé pour moi. Dans un contexte budgétaire contraint en 2026, j'ai refusé tout recul et défendu avec détermination le maintien des crédits du Fonds vert, essentiels pour **accompagner concrètement les collectivités locales** : développement des aménagements cyclables, recyclage des friches industrielles, adaptation de nos territoires face au changement climatique.

Je propose aussi que MaPrimeRénov' soit plus accessible, avec des critères simplifiés afin que davantage de ménages, notamment modestes et issus des classes moyennes, puissent engager des travaux de rénovation. **Je prône une écologie pragmatique** et qui permet, par exemple, de réduire les factures d'énergie, améliorer le confort de vie et agir efficacement pour le climat.



D'après le GIEC, l'inaction climatique a un coût beaucoup plus élevé que celui de l'action »*

**GIEC: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*



Prévention des inondations, la solidarité nationale s'impose

Les crues qui ont touché le Maine-et-Loire rappellent avec force que notre territoire reste vulnérable face aux aléas naturels. Les niveaux de l'eau parfois particulièrement élevés entraînent des difficultés pour de nombreux habitants, agriculteurs, commerçants et entreprises.

Je défends depuis plusieurs années une stratégie d'actions concrètes combinant plusieurs leviers, notamment le renforcement des digues et des levées pour limiter l'impact des crues sur les Ligériens.

Cependant, nous nous heurtons à une difficulté majeure, à savoir le financement des travaux qui, aujourd'hui, s'appuie trop sur la contribution des seuls riverains des cours d'eau et fleuves. Je regrette le manque de solidarité nationale sur un tel sujet majeur.

Je prône donc la création d'un mécanisme de solidarité nationale complémentaire à l'actuelle taxe GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) qui ne suffit pas pour assurer les investissements, l'entretien et les réparations nécessaires des ouvrages dans les territoires les plus exposés.

Souveraineté : préserver notre agriculture et notre viticulture

Notre souveraineté alimentaire doit être une priorité nationale. Aujourd'hui, la France doit importer environ 33 % des produits qu'elle consomme, ce qui illustre une dépendance significative à l'égard des marchés étrangers, même si notre pays possède un fort potentiel de production agricole sous-exploité.

Pour inverser cette tendance, il est essentiel de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs, de simplifier les démarches liées à la construction de bâtiments d'élevage, de renforcer l'accompagnement et la formation, et de mieux valoriser les métiers agricoles.

Soutenir notre agriculture, c'est garantir notre indépendance, préserver nos territoires ruraux et assurer une alimentation de qualité pour tous.



Visite du verger de la Blottière à Chemillé-en-Anjou le 10 septembre 2025



(de gauche à droite) Avec les députés David Taupiac, Hubert Ott, et Sandra Marsaud devant le ministère de l'Agriculture, le jeudi 15 janvier 2026 pour évoquer les crises que traversent la filière viticole française

Une approche fondée sur l'écoute de tous

Je poursuis des échanges réguliers avec les syndicats agricoles et viticoles afin de comprendre la diversité de leurs positions et me forger une opinion éclairée.

Ces échanges me permettent de faire remonter les réalités du terrain au plus haut niveau national. C'est dans ce cadre que j'ai rencontré le cabinet de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, et sa conseillère en charge de la viticulture, afin d'obtenir des précisions sur les mesures concrètes prévues pour soutenir la filière, notamment les prêts de trésorerie très attendus.

Loi Duplomb

Les agriculteurs ont exprimé leur désarroi face à l'accumulation de mesures contraignantes dans l'exercice de leur métier. La loi Duplomb a été soumise au vote des parlementaires afin d'en alléger certaines. Après une analyse approfondie du texte, **j'ai estimé qu'il n'apportait pas une réponse suffisamment adaptée aux difficultés du monde agricole**, notamment sur la question des réserves d'eau hivernales et qu'il manquait de cadrage concernant la dérogation sur les néonicotinoïdes. C'est pourquoi j'ai voté contre, malgré l'intérêt de certaines dispositions.

Refuser les caricatures, construire une politique migratoire efficace



Retrouvez mon intervention en hémicycle, le 27 juin 2025, au sujet des délivrances d'OQTF

Je poursuis mon engagement pour une politique migratoire à la fois humaine, responsable et efficace.

À l'Assemblée nationale comme sur le terrain, j'ai toujours défendu une approche fondée sur les faits, loin des caricatures et des peurs. L'immigration ne se décrète pas au gré des besoins, mais elle doit être organisée, encadrée et respectueuse de la dignité humaine.

En séance publique, en novembre dernier, j'ai mis en lumière l'insertion par le travail comme levier d'intégration, en m'appuyant notamment sur une expérimentation réussie menée en Maine-et-Loire, où des personnes étrangères ont accédé durablement à l'emploi dans des secteurs en tension. Dernièrement, j'ai également alerté sur les dérives d'une politique trop restrictive, qui maintient des personnes



... pour une politique migratoire à la fois humaine, responsable et efficace »

intégrées sous OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français), et j'ai plaidé pour concentrer les expulsions sur des personnes présentant un réel risque pour l'ordre public. **Les pratiques doivent évoluer**, il reste beaucoup à faire!



FOCUS

Commission d'enquête relative aux conséquences des accords du Touquet

J'ai été désignée pour siéger à la commission d'enquête relative aux conséquences des accords du Touquet sur l'action publique et le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes migrantes, en janvier dernier.

Ces accords encadrent le contrôle aux frontières par la France des étrangers souhaitant rejoindre le Royaume-Uni. Les traversées de la Manche et les noyades continuent à être toujours beaucoup trop nombreuses, malgré les moyens humains et financiers conséquents engagés.

Les accords du Touquet ont été complétés par un accord dit du « un pour un » qui m'interpelle particulièrement. Il s'agit en effet d'une forme « d'échange » d'exilés entre la France et le Royaume-Uni.

Cette commission nous permet d'analyser le contenu de ces accords, leur application, leur impact et effet. Cela nous permettra, d'ici quelques mois, de formuler des recommandations législatives et budgétaires afin d'améliorer l'action publique et la protection des personnes et des libertés.



Visite de l'UPAO (Unité Psychiatrique d'Accueil et d'Orientation) du CESAME le 9 septembre 2025

Santé mentale : pour une prise en charge digne et accessible

Début 2025, j'ai décidé d'organiser des rencontres avec des parlementaires du Maine-et-Loire et les principaux acteurs du secteur hospitalier et de la santé mentale du territoire.

Ces rencontres m'ont permis de **mieux appréhender les enjeux auxquels notre système de santé local est confronté, notamment en matière de pression sur les services, de capacités d'accueil et de besoins de coordination entre les structures.**

J'ai ainsi alerté l'Agence Régionale de Santé (ARS) sur la nécessité d'agir proposant des **solutions concrètes pour renforcer les moyens existants et améliorer l'organisation des prises en charge.** Je continue à suivre de très près ce sujet ici comme à Paris.

Renforcer l'accès aux soins

En Maine-et-Loire, malgré un nombre de médecins généralistes plus élevé qu'ailleurs, 15 % des habitants rencontrent des difficultés pour consulter un généraliste et 47 % pour certains spécialistes. **La hausse des financements aux hôpitaux, les maisons de santé et la fin du numerus clausus ont permis des avancées, mais les inégalités et les manques persistent.**

Mon engagement se construit sur le terrain, aux côtés des professionnels de santé, tels que les médecins, pharmaciens, directeurs d'hôpitaux, d'EHPAD et des patients, notamment autour du Covid long et d'initiatives locales comme la Maison Médicale Angevine des Soins Non Programmés. Ces échanges nourrissent mon action à l'Assemblée : amendements aux textes de loi, interpellations des Ministres et travail transpartisan. J'ai co-rédigé des propositions de loi sur l'accès aux soins et la santé mentale pour améliorer la qualité de la prise en charge.



3114 Souffrance, prévention du suicide

Si vous êtes en détresse et/ou avez des pensées suicidaires, si vous voulez aider une personne en souffrance, vous pouvez contacter le numéro national de prévention du suicide, le 3114.

0 800 71 08 90 QUESTIONS PSY

Questions Psy est une ligne téléphonique qui propose information, conseil et orientation dans le champ de la santé mentale et de la psychiatrie.

Plus de numéros utiles : **PSYCOM.ORG**

Le Psycom est un organisme public qui informe, oriente et sensibilise sur la santé mentale.



Fin de vie : une loi de dignité

Le 25 février 2026, j'ai voté en **deuxième lecture la création d'un droit à l'aide à mourir, avec le renforcement des soins palliatifs.** Engagée depuis des années sur ce sujet, je pense que les soins palliatifs doivent être accessibles à tous. Je crois aussi que lorsque la fin est inéluctable et les souffrances insupportables, **la loi doit permettre un choix libre, éclairé et strictement encadré. Jusqu'au dernier souffle, la dignité et la volonté du patient doivent primer.**



Mathilde GABRIEL-PÉRI
1902 - 1981
DÉPUTÉE DE SEINE-ET-OISE

489

Hommage aux premières femmes députées

Il y a plus de 80 ans, le 21 octobre 1945, 33 femmes faisaient leur entrée à l'Assemblée nationale constituante. Pour la première fois, des Françaises étaient élues députées.

À l'occasion de cet anniversaire, j'ai assisté à la pose de plaques en leur honneur dans l'hémicycle organisé par l'actuelle première femme Présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Parmi elles, Mathilde Gabriel-Péri (Seine-et-Oise), Germaine Peyroles (Seine-et-Oise) et Germaine Poinso-Chapuis (Bouches-du-Rhône), qui seront les premières femmes à accéder à la vice-présidence de l'Assemblée.

Ces femmes ont osé s'engager, à une époque où leur légitimité était sans cesse remise en question. Leur courage a ouvert la voie à des générations d'élues, nous nous devons de leur rendre hommage.



Visite de la Résidence Les 3 Moulins lors du zoom local de Ste-Gemmes-sur-Loire le 21 mars 2025.

Visage modifié avec IA

Faire face au vieillissement

D'ici 2050, la France devrait compter près de 2,8 millions de personnes en perte d'autonomie. Pourtant, les EHPAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) sont en difficulté financière, les soignants épuisés et la qualité de l'accompagnement des personnes âgées, qu'elles soient en établissement ou à domicile, est difficile. **Cette situation, je la constate chaque jour sur le terrain.**

En septembre 2025, j'ai rejoint la commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale pour agir concrètement sur ces enjeux. Mon engagement n'est pas nouveau, localement, je suis impliquée sur les enjeux de santé, notamment en tant que membre du Conseil territorial de santé et des Conseils de surveillance du CESAME (Centre de Santé Mentale Angevin) et du Centre Hospitalier de Chalonnes-sur-Loire.

«
... mieux répartir
les coûts et
protéger chacun
en cas de perte
d'autonomie »

J'ai récemment interpellé le Gouvernement pour proposer une nouvelle approche. Face au vieillissement de la population et aux contraintes budgétaires, les solutions actuelles ne suffiront pas à garantir un accompagnement digne et à soulager les familles. Je reste convaincue que **la solidarité nationale doit rester au cœur de notre modèle, mais il faut aussi innover.** J'ai donc suggéré de créer une **couverture spécifique pour la dépendance, combinant financements publics et mutualistes**, afin de mieux répartir les coûts et protéger chacun en cas de perte d'autonomie. Le Gouvernement a exprimé sa volonté d'avancer sur ce sujet, et je suis tenace, je continue le travail malgré les changements de Ministres!

Le respect du consentement, une avancée pour tous

Tout acte sexuel sans accord clair et libre est désormais interdit. Nous avons précisé la définition du viol dans la loi de façon à ce que **la parole des victimes compte davantage qu'hier, afin que personne ne subisse de pressions ou de contraintes pour un acte sexuel**. Cette loi, promulguée le 6 novembre 2025, renforce la protection des victimes et est une avancée concrète pour la sécurité, le respect du corps et du consentement dans notre société.



3919 **Violences femmes info**

Le 3919 est la ligne d'écoute nationale destinée aux femmes victimes de violences : une professionnelle vous répondra et vous apportera une écoute bienveillante, empathique et sans jugement.

119 **Enfance en Danger**

Numéro d'appel destiné à tout enfant ou adolescent victime de violences ou à toute personne préoccupée par une situation d'enfant en danger ou en risque de l'être.



« Nous remercions Stella Dupont d'être à nos côtés depuis 2018, de nous avoir permis d'accéder aux plus hautes Instances, comme l'Assemblée Nationale en 2020 et le Ministère de la Justice en 2025 afin d'échanger sur notre proposition de loi. La Députée est accessible, engagée, bienveillante et empathique. Son appui nous est aussi précieux qu'essentiel. Merci »

Laurence & Françoise LE GOFF

Enfants
Devenus
Grands



Protéger celles et ceux qui ont déjà trop souffert

Depuis plusieurs années, je me mobilise pour faire évoluer la dispense de l'obligation alimentaire, afin que les enfants victimes de violences ne soient plus contraints d'aider financièrement leurs parents. Ce combat, je le mène aux côtés de Françoise et Laurence Le Goff, fondatrices de l'association « Enfants devenus grands ». Malgré des avancées, la procédure reste complexe et douloureuse. Les victimes doivent souvent revivre leurs traumatismes en constituant un dossier de preuves.

Avec Françoise Le Goff, j'ai proposé au Ministre de la Justice d'autoriser la demande de dispense dès la majorité, et à tout moment de la vie, et de créer un fichier national sécurisé, consulté par les Conseils départementaux, pour garantir son application automatique. L'objectif est de protéger les victimes et de leur éviter de revivre leurs traumatismes en devant prouver les violences subies des années après les faits, au moment de la dépendance de leurs parents violents.

Une Europe unie dans un monde instable

Dans un contexte international profondément troublé, j'ai alerté dès le mois de mars sur la nécessité d'augmenter notre budget de défense. **Non pour entrer en guerre, mais pour préserver la paix**, poursuivre notre action diplomatique, renforcer notre dissuasion et assurer la crédibilité de la France sur la scène internationale.

Dans le cadre de la guerre au Proche et au Moyen Orient, la France doit tenir une ligne claire et cohérente en refusant les illusions et les discours simplistes, en priorisant la protection des civils et en traitant les causes profondes de l'instabilité au travers de la diplomatie.

Face aux menaces qui s'accumulent, défendre la démocratie exige un sursaut européen. Cela suppose aussi de consolider une France affaiblie par ses déficits, le poids de sa dette et un désordre institutionnel qui fragilise l'action publique. Pour relever ces défis, il faudra de la lucidité, du courage et le rassemblement des Français.

Concernant l'Ukraine nous ne devons pas céder face à Vladimir Poutine bien que ces quatre années de guerre doivent cesser. Nous devons être solidaires avec le peuple ukrainien qui est en grande souffrance.

Une Europe présente, respectueuse des nations, solidaire face aux crises et capable d'autonomie face aux grandes puissances est possible. C'est une nécessité pour notre sécurité et pour la défense de nos valeurs.



Manifestation en soutien à l'Ukraine en mars 2025

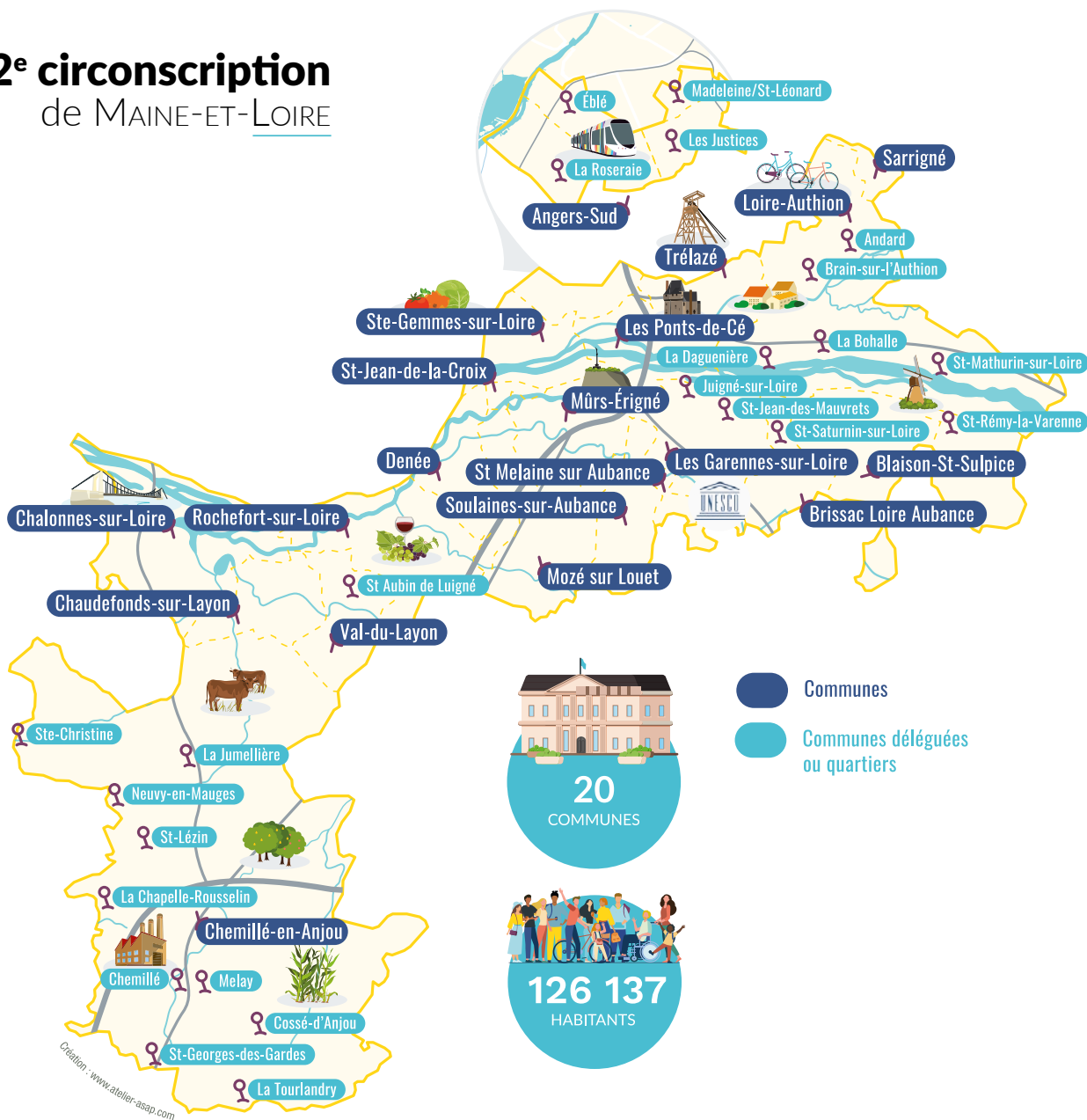


*Je veux rendre hommage
au courage du peuple
ukrainien, à tous ceux qui
sacrifient leur vie pour
l'indépendance et pour
préserver les valeurs de leur
pays et l'humanisme que
nous avons en partage. »*



Prise de parole à la tribune de l'Assemblée nationale le 12 mars 2025 pour appuyer la proposition de résolution européenne qui exprime le soutien indéfectible de la France à l'Ukraine.

2^e circonscription de MAINE-ET-LOIRE





Cafés citoyens

Des temps d'échanges réguliers, sur des thèmes différents, un peu partout dans la circonscription le samedi matin pour les cafés, ou en soirée pour les apéros!

L'occasion aussi pour vous d'inviter amis, proches, voisins... à ces temps conviviaux que je partage avec ma suppléante Valérie Lioton.

Ces temps de rencontres sont l'occasion d'échanger directement ensemble, sur des sujets d'actualité et sur mon travail parlementaire en lien avec les réalités locales.



Prochaine date à retenir :

Le samedi 11 avril*
à Sainte-Gemmes-sur-Loire

Plus d'informations auprès
de ma collaboratrice,
Aline au 06 80 56 08 75

**Sous réserve de modification de l'agenda*



Lettre Mensuelle

Pour ne rien rater de mes actualités des prochains mois et voir en images mon travail en circonscription et à l'Assemblée nationale, n'hésitez pas à vous inscrire à ma lettre mensuelle en scannant ce QR code ou en vous rendant directement sur mon site :

www.stelladupont.fr/mes-lettres-mensuelles/



Crédits photos : couverture ©Assemblée nationale
Impression Setig papier cert. PEFC

Zooms locaux

Comme chaque année, j'organise des « zooms locaux » afin d'aller à la rencontre des acteurs économiques, associatifs, des citoyens et des élus de ma circonscription. Ces journées sont l'occasion pour moi de nourrir mon travail législatif, de répondre aux demandes locales ou individuelles, de connaître les initiatives, projets ou innovations du territoire.

En 2025 et début 2026, j'ai pu me rendre dans 9 communes de la circonscription :

- Sainte-Gemmes-sur-Loire,
- Sarrigné,
- Rochefort-sur-Loire,
- Les Ponts-de-Cé,
- Saint-Aubin-de-Luigné
commune déléguée de Val-du-Layon,
- Saint-Melaine-sur-Aubance.
- Denée
- Juigné-sur-Loire,
commune déléguée des Garennes-sur-Loire
- Trélazé

Et les zooms locaux continuent en **2026** dans chaque commune de la circonscription !



Ste Gemmes sur Loire -
rencontre avec l'association du
Pôle végétal Loire Maine 21/03/25



Sarrigné - rencontre avec
des bénévoles du Slot Racing
4/04/25



Rochefort-sur-Loire - rencontre
avec un agriculteur bio 25/04/25



Les Ponts-de-Cé - visite du PAVÉ
(lieu d'accueil de nombreuses
compagnies et artistes) 6/06/25



St Aubin de Luigné (Val-du-Layon)
échanges avec un agriculteur
13/06/25



Ste Melaine sur Aubance -
visite de Formatex 19/09/25



Denée - visite de la ferme horticole
Les Ligériennes 23/01/26



Visite du Parc des Garennes
à Juigné-sur-Loire, commune
délégée des Garennes-sur-Loire
6/03/26



Stella Dupont

Vous invite à sa soirée
« BILAN ANNUEL »

Mercredi 29 avril

à 18 h 30

**Salle De Neuville
Hostellerie Bon Pasteur
18 rue Marie-Euphrasie Pelletier
à ANGERS**

**INSCRIPTION OBLIGATOIRE
AVANT LE 15 AVRIL
au 06 80 56 08 75**

stella.dupont@assemblee-nationale.fr

PERMANENCE :
10 rue Félix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire

www.stelladupont.fr

